

TRANSPORTS

Et la SNCF créa le dumping social maison

En lançant pour l'exploitation d'une ligne de tram-train une filiale de droit privé, l'entreprise publique crée un précédent qui attaque, une nouvelle fois, le statut des cheminots.

La police a fini par bloquer la circulation sous l'affluence des centaines de militants CGT venus, hier matin, « faire du bruit » sous les fenêtres du Syndicat des transports d'Île-de-France (Stif). À l'intérieur, se tient un conseil d'administration, avec à l'ordre du jour le montant de l'enveloppe allouée à SNCF Mobilités pour la gestion de la ligne de tram-train T11 Express (autrement appelée Tangentielle Nord), dont le tronçon reliant Le Bourget à Épinay-sur-Seine doit être inauguré en juillet prochain. Or, et c'est une première, la SNCF entend en déléguer l'exploitation à Transkeo, filiale de Keolis, elle-même filiale à 100 % SNCF, à 100 % de droit privé. Le tout sans consultation. « Une opération opaque, menée en catimini », dénonce la CGT, qui pointe la création d'une concurrence interne, l'organisation, en d'autres termes, d'un dumping social maison.

« Le T11 circule exclusivement sur le réseau ferré national, ce qui veut dire que son exploitation est automatiquement attribuée à SNCF Mobilités, sans appel d'offres », rappelle Gilbert Garrel, secrétaire général de la fédération CGT des cheminots. Mais « sans aucun scrupule, la SNCF semble considérer qu'une exploitation low cost est bien suffisante pour les habitants de Seine-Saint-Denis et organise sa propre concurrence », dénonce le syndicat.

Un nouveau coup de poignard dans le dos

Pour les cheminots, présents en masse hier matin devant les locaux du Stif aux côtés d'élus et de syndicalistes de la RATP, c'est un nouveau coup de poignard dans le dos. « La direction fait exactement ce qu'elle a fait dans le passé avec le fret. Elle organise sa propre concurrence et cherche à se passer des cheminots à statut. On connaît les résultats d'une telle politique », reprend Gibert Garrel. « La création de Transkeo en novembre 2015, c'est la baisse des coûts d'exploitation par la dégradation des conditions sociales

des cheminots », intervient Didier Le Reste, ancien secrétaire général de la CGT cheminots et actuellement conseiller communiste de Paris. « Cette ligne va servir de laboratoire et la maison mère de Transkeo, Keolis, pourra se prévaloir de savoir faire circuler des trams-trains afin de se positionner sur les futures lignes, parmi lesquelles les quatre liaisons express qui vont être créées dans le cadre du Grand Paris », poursuit-il. La CGT entend obtenir

non seulement « la mise en exploitation du T11 Express par la seule SNCF », mais également « l'intégration à la SNCF, aux grades, métiers et fonctions définis pour les cheminots à statut, des salariés déjà recrutés par Transkeo ». En tout 70 à 80 salariés seraient concernés.

Le temps presse. Car une fois la brèche ouverte, « c'est la privatisation ligne par ligne et la vente à la découpe du réseau francilien qui se profile », explique Jacques Baudrier, administrateur (PCF) du Stif, qui pointe au passage le laisser-faire coupable de Valérie Pécresse, présidente de la région Île-de-France et présidente du Stif. Car il est un argument infaillible sur lequel s'appuient la CGT et les élus progressistes pour contrer la SNCF dans sa course à la filialisation et mettre la région et le Stif face à leurs responsabilités. Il se niche dans l'article 99 de la convention qui lie le Stif et l'entreprise publique, lequel stipule explicitement : « SNCF Mobilités s'engage à continuer à lutter contre toute forme de dumping social dans le monde du transport car aucune forme de concurrence ne doit s'appliquer sur une régression du modèle social des salariés sous statut. » « La direction de la SNCF ainsi que le Stif se doivent de respecter et de faire respecter cet accord », conclut Dominique Launay, secrétaire général de la fédération CGT des transports, qui a appelé, hier, à maintenir la mobilisation pour contrer une mise en concurrence systématique qui menace tous les salariés du secteur. ●

« GUILLAUME PEPY
ENTEND GÉNÉRALISER
CE GENRE DE MONTAGE
POUR FLINGUER L'ÉPIC
SNCF AU PROFIT DES
FILIALES », DÉNONCE
LA CGT CHEMINOTS.